

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Économique Régional de Tunis
Semaine du 17 août 2026

CHIFFRE À RETENIR

+1,4%

Le taux de croissance du PIB de la Tunisie au 2^{ème}
trimestre 2026, en glissement trimestriel, selon l'INS

Tunisie – Zoom sur le rapport pays 2026 de la BAfD

Le 5 août, la Banque africaine de développement (BAfD) a publié son [rapport pays 2026](#) consacré à la Tunisie, intitulé « Mobiliser des ressources à grande échelle pour le financement du développement de la Tunisie dans un monde fragmenté ». Ce document, préparé dans le cadre des Perspectives économiques en Afrique 2026, dresse un diagnostic de la situation macroéconomique tunisienne et vise à explorer les pistes qui permettraient à la Tunisie de financer son développement, tout en prenant en compte le contexte international marqué par le recul de l'aide au développement, le durcissement des conditions financières et la fragmentation croissante de l'économie mondiale.

La croissance tunisienne a connu une reprise fragile en 2025, portée par l'agriculture et le tourisme, sans que celle-ci ne suffise à enclencher une véritable dynamique de rattrapage. Le PIB réel a progressé de 2,5%, contre 1,5% en 2024, un rythme jugé insuffisant pour résorber le chômage (15,2% fin 2025 et 38,4% chez les jeunes de 15 à 24 ans) et réduire le taux de pauvreté, estimé à 18% de la population. Le niveau d'investissement, estimé à environ 16% du PIB, reste un enjeu central alors que le seuil jugé nécessaire pour une contribution significative à la croissance est de 25%. Sur le plan des équilibres macroéconomiques, la consolidation budgétaire engagée en 2025 a permis de ramener le déficit public à 5,2% du PIB (dons inclus) mais la dette publique demeure élevée (82,1% du PIB) en lien avec d'importants besoins de financement, financés principalement par des ressources domestiques faute d'accès suffisant aux financements extérieurs concessionnels. L'inflation a parallèlement reculé jusqu'à atteindre 4,9% en fin d'année, reflétant l'atténuation des chocs de prix internationaux et les effets du resserrement monétaire engagé les années précédentes. Néanmoins, les perspectives pour 2026-2027 restent marquées par des risques importants, en premier lieu le conflit au Moyen-Orient, qui a renchéri les factures énergétique et alimentaire, alors que la Tunisie demeure fortement dépendante des importations dans ces deux domaines.

Dans un contexte de recul de l'aide au développement et de durcissement des conditions financières internationales, la Tunisie dispose d'un potentiel largement sous-exploité de mobilisation des ressources domestiques pour financer son développement.

La BAfD estime les besoins de financement de la Tunisie pour son développement à 4,5 Mds\$ par an (soit 8,5% du PIB de 2024) pour rattraper le retard en matière de transformation structurelle à l'horizon 2030 (et un déficit de financement de 3,3 Mds\$) alors que les financements externes sont largement contraints. Sur le plan domestique, la pression fiscale, déjà élevée (25,9% du PIB en 2025), masque une architecture fiscale déséquilibrée, dominée par les impôts indirects (droits de douane, TVA), alors que le secteur informel (37% du PIB selon la BAfD) échappe largement à l'impôt et à la protection sociale. Le rapport identifie ainsi plusieurs marges de manœuvre alors que le potentiel budgétaire lié au manque à gagner fiscal est estimé à 4,2% du PIB : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale et la digitalisation de l'administration fiscale ; (ii) la formalisation progressive de l'économie informelle via les paiements numériques et la facturation électronique ; ou encore (iii) l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la transparence budgétaire. Parmi les autres sources de financement évoquées par le rapport figurent notamment une meilleure valorisation du capital naturel du pays (phosphates, énergies renouvelables, agriculture), une réallocation des transferts de la diaspora (estimés à 6,5% du PIB) vers des investissements productifs, et l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer plus d'IDE (estimés à 2% du PIB).

Le renforcement et l'intégration du système financier tunisien constituent une priorité pour transformer l'épargne disponible en investissements productifs.

Le secteur bancaire, qui concentre l'essentiel du financement de l'économie, demeure globalement stable et engagé dans une convergence vers les standards de Bâle III et IFRS 9. Toutefois, son exposition croissante au financement de l'État (près de 35% des créances intérieures fin 2025) tend à évincer le crédit au secteur privé alors que le taux de créances classées reste élevé (14,7% en mars 2025) et que leur niveau de provisionnement est faible. De même, l'inclusion financière demeure limitée alors que le taux de bancarisation des adultes atteint environ 37%. Les marchés de capitaux restent, quant à eux peu développés, avec une capitalisation boursière limitée à 19% du PIB, contribuant à 10% du financement de l'économie (contre environ 30% dans des économies comparables). La BAfD recommande de diversifier les canaux de financement à travers la finance islamique, les obligations vertes, la microfinance ou encore les paiements numériques, de renforcer la coordination entre les quatre régulateurs du secteur financier (Banque Centrale de Tunisie, Conseil du Marché Financier, Comité Général des Assurances et Autorité de Contrôle de la Microfinance), et d'accélérer l'intégration de la Tunisie aux systèmes de paiement régionaux (PAPSS, système panafricain de paiement et de règlement et BUNA, système interarabe de paiement et de règlement) ainsi qu'à la Zone de libre-échange continentale africaine.

Indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025 (e)	2026 (p)	2027 (p)
Taux de croissance du PIB	4,5	2,8	0,4	1,5	2,5	2,1	2,8
Taux de croissance du PIB par habitant	3,9	2,2	-0,3	0,9	1,9	1,5	2,3
Taux d'inflation	5,7	8,3	9,3	7,0	5,3	5,7	5,4
Solde budgétaire, dons compris (en % du PIB)	-7,6	-6,9	-7,5	-6,4	-5,2	-6,1	-5,6
Solde courant (en % du PIB)	-5,9	-8,8	-2,3	-1,6	-2,5	-5,3	-4,7

Source : Département des statistiques de la BAfD, mars 2026

Tunisie

Le PIB progresse de 1,4% en glissement trimestriel au 2^{ème} trimestre 2026

Selon les [données](#) publiées par l'Institut National de la Statistique (INS) le 15 août, le PIB en volume du T2 2026, corrigé des variations saisonnières, a cru de 1,4% par rapport au T1 2026 (après une croissance nulle au trimestre précédent). Du côté de l'offre, cette progression est tirée par les secteurs de la construction (+16,8%, après un recul de 9,9% au trimestre précédent) – qui établit un niveau de production record depuis le T1 2021 –, des industries mécaniques et électriques (+7%) et du transport et entreposage (+4,5%, à un niveau historique). À l'inverse, le secteur de l'industrie agroalimentaire a connu une contraction de 20,1%, après avoir enregistré une progression de 21,8% au trimestre précédent (pic de production historique au T1 2026). Du côté de la demande, la contribution négative de la demande intérieure (-0,3 point de pourcentage – p.p.) a été compensée par la contribution positive du solde commercial (+1,8 p.p.). En glissement annuel, le taux de croissance s'est établi à 2,3%, après 2,6% au T1 2026. Cette évolution s'explique principalement, du côté de l'offre, par la solide performance du secteur agricole (+5,5%), dont la production a atteint un niveau record. À l'inverse, le secteur des industries chimiques (-7%) a constitué la principale contribution négative à la croissance, en lien avec le recul de la production de phosphates de 5,5%. Par ailleurs, malgré la reprise de l'inflation (+5,4% en moyenne au T2 2026), la demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance en glissement annuel, avec une contribution de 3,6 p.p., tandis que le déficit commercial a amputé la croissance de 1,3

p.p. Pour rappel, la loi de finances 2026 du gouvernement tunisien reposait sur une hypothèse de croissance de 3,3%, alors que le FMI prévoyait 2,1% pour 2026 dans ses prévisions d'avril. À ce stade, l'acquis de croissance s'élève à 2,1%.

Le taux de chômage diminue très légèrement au 2nd trimestre pour s'établir à 14,9%

D'après les [données](#) communiquées par l'INS, le taux de chômage s'est établi à 14,9% au T2 2026. Il recule très légèrement par rapport au trimestre précédent (15%) et atteint son plus bas niveau depuis le T4 2019. Cette amélioration résulte d'une baisse du nombre de chômeurs (-3% à 622 400 personnes) proportionnellement plus élevée que celle de la population active (-1,8% à 4,2 M d'individus). Néanmoins, le nombre d'actifs occupés s'inscrit également en baisse à fin juin (-1,6% à 3,6 M de personnes). Bien qu'en réduction, le chômage demeure structurellement élevé pour certaines catégories de la population, notamment les femmes (21,6%, soit +0,9 p.p. par rapport au T1 2026) et les jeunes de 15 à 24 ans (35,4%, - 2,1 p.p.), reflétant les difficultés persistantes d'insertion sur le marché du travail. Par ailleurs, le taux d'activité s'inscrit en baisse à 44,7% (contre 45,9% au T1 2026), traduisant une moindre participation au marché du travail de la population en âge de travailler. Dans l'ensemble, l'emploi demeure principalement concentré dans le secteur des services (50% de l'emploi total) suivi des industries manufacturières (20%) et du secteur agricole et de la pêche (16%).

Le déficit commercial se creuse de 25,7% à fin juillet en glissement annuel

Selon les [données](#) publiées par l'INS le 12 août, les importations de biens par la Tunisie ont enregistré une progression de 13,7% en glissement annuel à fin juillet, atteignant 55,6 Mds TND (soit 16,5 Mds EUR). Les exportations ont affiché une croissance plus modérée (+9,9%), pour s'établir à 40,6 Mds TND (12 Mds EUR). En conséquence, **le déficit commercial s'est nettement creusé, augmentant de 25,7% sur un an**, pour atteindre 15 Mds TND (4,4 Mds EUR). Du côté des importations, les secteurs qui contribuent le plus à cette dynamique sont les houilles, pétroles et dérivés (+35,2% à 10,5 Mds TND, en lien avec une hausse des volumes d'hydrocarbures approvisionnés de 23% et des prix à l'importation de 9,9%) et les machines et appareils électriques (+14,8% à 7,4 Mds TND) tandis que les oléagineux, graines et plantes industrielles (-28,4% à 0,6 Md TND) et les cafés, matés et épices (-51,9% à 0,2 Md TND) sont les principales contributions négatives. S'agissant des exportations, les machines et appareils électriques (+14,6% à 12,2 Mds TND) et les graisses, huiles et cires (+39,7% à 3,9 Mds TND) sont les principaux moteurs alors que les produits chimiques inorganiques (-29,6% à 0,5 Md TND) et relatifs à la navigation maritime (-24,6% à 0,2 Md TND) ont une contribution négative. **Sur le plan bilatéral, les échanges avec la France ont progressé de 10,8% à 15,5 Mds TND (4,6 Mds EUR) à fin juillet**, en raison d'une hausse des importations tunisiennes en provenance de France (+18,4% à 6,4 Mds TND) et des exportations tunisiennes vers la France (+6,1% à 9,2 Mds TND). L'excédent bilatéral de la Tunisie sur la France s'est ainsi contracté de 14,1% pour s'établir à 2,8 Mds TND (0,8 Md EUR).

Les effectifs de la fonction publique ont augmenté de 0,8% en 2025

L'INS a publié, le 10 août, un [rapport](#) consacré à l'évolution des effectifs et des rémunérations des agents de la fonction publique tunisienne entre 2018 et 2025. Selon ce rapport, la fonction publique comptait 652 498 agents à fin 2025, soit plus de 18% des actifs occupés. Les effectifs ont progressé de 0,8% sur un an, après trois années consécutives de baisse. Ils restent toutefois inférieurs au pic de 669 290 agents enregistré en 2021. Ces derniers sont principalement répartis entre Ministère de l'Éducation (30% des postes), de l'Intérieur (15%) et de la Défense (13%). Du côté des rémunérations, la progression annuelle moyenne des salaires bruts s'est établie à +3% sur la période 2023-2025, en lien avec l'accord signé en septembre 2022 entre le gouvernement et l'UGTT, contre un taux d'inflation annuel moyen sur la période de 7,2% selon le FMI. Enfin, le rapport met également en évidence une recomposition du profil des agents, avec une féminisation et un vieillissement tendanciels : la part des femmes est ainsi passée de 36% des effectifs en 2018 à 40% en 2025, tandis que, parallèlement, la proportion d'agents âgés de moins de 30 ans a reculé de 14% à 10%, et celle des agents de plus de 55 ans a augmenté, passant de 9% à 15%.

Tunisair maintient une activité quasi stable au T2 2026 malgré la hausse de ses coûts de fonctionnement

La compagnie aérienne publique Tunisair [a publié](#), le 17 août, ses indicateurs d'activité trimestriels, faisant apparaître une évolution contrastée de ses performances. Au T2 2026, la compagnie nationale a enregistré des revenus de l'activité de passagers de

393 M TND (116 M€), quasiment stables par rapport au T2 2025. Le trafic a néanmoins reculé de 1%, à 656 248 passagers, dans un contexte marqué par les tensions dans la région du Golfe. Le coefficient de remplissage s'est établi à 71,6%, en baisse de 3,6 p.p. tandis que le coefficient de chargement a atteint 62,4%, en repli de 0,3 p.p.. La principale amélioration concerne la ponctualité – définie par le nombre d'avions qui décollent avec moins de 15 minutes de retard sur l'horaire initial –, en hausse de 15 p.p. à 54%, témoignant d'une nette progression de la régularité des vols. Tunisair a également accru de 15% l'utilisation de sa flotte, à 9,97 heures par avion et par jour en moyenne, tout en réduisant son recours aux affrètements extérieurs. Ces améliorations restent toutefois contrebalancées par une forte pression sur les coûts. Les dépenses de carburant ont bondi de 93%, à 164 M TND (48 M€), sous l'effet de la hausse des cours du Brent et du kérosène Jet A-1. Parallèlement, l'endettement de Tunisair a atteint 728 M TND (215 M€), en progression de 23% sur un an.

Présélection des bureaux d'études pour le corridor ferroviaire Nord-Sud par la SNCFT

La Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT) a lancé, le 17 août, un [appel à candidatures](#) en vue de présélectionner les bureaux d'études appelés à examiner la faisabilité d'un corridor ferroviaire Nord-Sud à hautes performances. L'avis officiel concerne la phase I du projet, consacrée aux études de faisabilité ainsi qu'à l'ingénierie préliminaire. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Plan de développement 2026-2030 et marque une nouvelle étape dans la préparation de cette future liaison ferroviaire. Le projet avait notamment été évoqué lors du conseil ministériel tenu le 25 février 2026. Le gouvernement avait alors

examiné l'état d'avancement du projet de TGV, ainsi que les travaux relatifs à la définition du corridor de la future ligne ferroviaire à haute performance destinée à relier Bizerte et Ben Guerdane. La procédure de présélection est ouverte aux bureaux d'études tunisiens et internationaux, qu'ils soumissionnent individuellement ou en groupement, à condition de disposer de références dans le domaine du transport ferroviaire. Les dossiers de candidature doivent parvenir au bureau d'ordre central de la SNCFT au plus tard le 24 septembre 2026. L'ouverture des candidatures est prévue le même jour, en présence des représentants dûment mandatés des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

Libye

Le gouverneur de la BCL présente sa démission, les autorités politiques s'y opposent

Le gouverneur de la Banque centrale de Libye (BCL), Naji Issa, a présenté sa démission, le 9 août, aux présidents du Haut Conseil d'État (HCE) et de la Chambre des représentants (CdR), les deux institutions législatives rivales de l'Ouest et de l'Est libyens. Il n'a pas rendu publiques les raisons de sa décision, se contentant d'évoquer des motifs « sensibles ». Sa demande n'a toutefois pas entraîné son départ : le HCE [a appelé](#) Naji Issa à rester en poste afin d'assurer la continuité de la BCL et de préserver la stabilité financière et monétaire du pays tandis que la commission des finances de la CdR [a rejeté](#) sa demande et l'a invité à poursuivre sa mission. Ces événements surviennent alors que le dinar libyen (LYD) se déprécie face au dollar américain (USD) sur le marché des changes parallèle, renforçant les pressions en faveur d'une dévaluation du taux de change officiel. La prime de change atteignait ainsi environ

50% le 11 août 2026 (contre 20% seulement début avril). Selon des sources citées par la presse libyenne, le gouverneur aurait posé plusieurs conditions pour revenir sur sa décision : (i) l'accélération de la mise en œuvre de l'accord budgétaire unifié conclu en avril sous l'égide des États-Unis ; (ii) la maîtrise de la progression de la masse salariale ; (iii) le renforcement de la lutte contre la contrebande et les activités susceptibles d'affecter les réserves en devises. Au 19 août, Naji Issa était toujours en fonction et [a notamment rencontré](#) l'envoyé spécial français pour la Libye, Paul Soler, avec lequel il s'est entretenu de plusieurs questions économiques.

La raffinerie de Zawiya ciblée par des attaques de drones

La raffinerie de Zawiya, située à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, [a été la cible](#) d'une série d'attaques de drones en août. Plusieurs installations du complexe pétrolier ont été touchées, notamment des réservoirs de carburant. L'un d'eux, contenant environ 4,5 M de litres d'essence, s'est effondré après avoir pris feu.

Les incendies ont finalement été maîtrisés et, selon les ingénieurs, la raffinerie n'a pas subi de dommages structurels majeurs. L'impact économique reste néanmoins important. La raffinerie de Zawiya, seconde plus importante du pays, dispose d'une capacité d'environ 120 000 b/j et joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement en carburants de l'ouest de la Libye. Les attaques ont provoqué une interruption partielle des opérations du dépôt pétrolier et perturbé temporairement l'approvisionnement de certaines stations-service. L'enjeu dépasse toutefois la seule raffinerie. Le complexe est relié au champ pétrolier de Sharara, dont la capacité atteint environ 300 000 b/j. Toute interruption prolongée pourrait donc affecter la production et les exportations libyennes. La National Oil Corporation (NOC) a averti qu'elle pourrait déclarer la force majeure et arrêter complètement les activités de Zawiya si les attaques se poursuivaient. Cette situation intervient alors que les autorités visent à porter la production de 1,4 à 2 M b/j d'ici 2030, ce qui nécessiterait entre 30 et 40 Mds\$ d'investissements selon le président de la NOC.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2025	2026 (p)	2027 (p)
PIB nominal, en Mds USD	57,6	60,7	59,1
Croissance du PIB réel, en %	2,5	2,1	1,6
Taux d'investissement, en % du PIB	10,7	10,4	10,6
Taux d'épargne, en % du PIB	7,9	6,2	4,8
Taux d'inflation annuel moyen, en %	5,3	6,5	7,2
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,2	-7,4	-6,5
Recettes publiques, en % du PIB	28,8	28,7	28,7
Dépenses publiques, en % du PIB	34	36,1	35,2
Dette publique, en % du PIB	81,3	84,9	88,7
Solde courant, en % du PIB	-2,8	-4,2	-5,8
Notation souveraine Fitch/Moody's	B-/CAA1 stable	-	-

Source : WEO d'avril 2026 (FMI)

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance du PIB réel, en g.a., en %	T2 2026	2,3%	-0,3 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T2 2026	14,9%	-0,1 p.p.
Taux d'inflation, en g.a., en %	Juillet 2026	5,1%	-0,2 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 10/08/2026	4 719 M TND	+4,8% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 10/08/2026	5 576 M TND	+5,3% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7,00%	-100 pdb
Réserves de change, en jours d'importations	Au 20/08/2026	97 jours	-9 jours
USD/TND	Au 19/08/2026	2,92	+0,4%
EUR/TND	Au 19/08/2026	3,38	+0,8%

Sources : INS, BCT

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2025	2026 (p)	2027 (p)
PIB nominal, en Mds USD	44,7	52,5	50,1
Croissance du PIB réel, en %	15,9	6,7	4,5
Taux d'investissement, en % du PIB	28,1	26,2	25,7
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	1,8	10,5	10,2
Solde budgétaire, en % du PIB	-31,1	-20,9	-23,8
Recettes publiques, en % du PIB	71,2	67,9	65,5
Dépenses publiques, en % du PIB	102,3	88,8	89,4
Dette publique, en % du PIB	-	-	-
Solde courant, en % du PIB	-3,8	4,2	1,6

Source : WEO d'avril 2026 (FMI)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.